Melun, le 1^{er} décembre 2016,

**DECLARATION LIMINAIRE COMMUNE AUX
COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES LOCALES 1, 2 ET 3
MOUVEMENT LOCAL ASR 2017**

M. le Président,

Ces derniers mois sont marqués par les symptômes qui annoncent inévitablement, une contestation sur fond de crise démocratique.

Les crises économiques qui touchent tous les pays, qu'elles soient en Europe ou ailleurs, attestent de la fébrilité avérée d'un système en crise systémique mais qui impose toujours ses dogmes.

Les choix libéraux qui sévissent en France, mis en œuvre par les gouvernements successifs, remettent en cause le système social qui est le nôtre.

Les mobilisations autour de la loi « travail » illustrent totalement le rejet des citoyens d'une régression des droits et des acquis des salariés. Solidaires Finances Publiques dénonce une politique rendant le travail éphémère, et qui en organisant une véritable régression sociale fait le choix d'une insécurité permanente.

Pour Solidaires Finances Publiques, une autre politique est indispensable. Elle doit avoir pour objectif, dans toutes ses orientations, la prise en compte de l'humain et éviter toutes les fractures sociales qui conduisent inévitablement au populisme. Cette politique ne peut pas continuer à dénigrer les fonctionnaires et le service public, vecteurs déterminants du « bien vivre ensemble » et du principe d'égalité de tous les citoyens.

A la DGFIP :

Depuis 2002, années après années, les gouvernements successifs ont tous pris des mesures qui n'ont cessé d'affaiblir la DGFIP.

- Tous, ont mis en avant les qualités des agents des finances publiques, ont vanté les résultats de la DGFIP, et ont feint d'ignorer une réalité dont ils étaient pourtant parfaitement informés : hausse des charges de travail, complexité croissante du travail, dégradation inquiétante des conditions de vie au travail, baisse de la qualité du service public

- Tous ont promu le numérique, présenté comme un moyen de dégager des gains de productivité et d'améliorer les missions, alors que cela n'a pas endigué la hausse de la charge de travail, et se retourne contre les usagers sommés de déclarer ou de payer sur internet.

- Tous ont profondément déstructuré notre administration : réformes dans l'ex-Direction générale des impôts comme dans l'ex-Direction générale de la comptabilité publique, création de la DGFIP en 2008, restructurations des services de la DGFIP, suppressions des trésoreries de proximité, regroupement de services...

- Tous ont réduit les effectifs de la DGFIP : plus de 36 000 emplois supprimés depuis 2002, soit plus d'un quart des effectifs et près de 550 emplois supprimés sur la même période à la DDFIP77.

- Circonstance aggravante dans les choix budgétaires des gouvernements : la reconnaissance des agents est réduite à la portion congrue. Les promotions internes sont en chute libre et les régimes indemnitaires stagnent.

Pour Solidaires Finances Publiques, il y a urgence à agir !

La DGFIP est en danger. Les missions et les agents souffrent, les usagers sont victimes de l'affaiblissement et de l'éloignement du service public, ... Solidaires Finances Publiques mettra tout en œuvre pour combattre le plan de destruction de la DGFIP, voulu et assumé par le Directeur général à travers ses lignes directrices.

Le 15 novembre dernier, près d'1/3 des agents était en grève à la DGFIP et plus d'1/4 à la DDFIP 77 ! Il faut remonter à plusieurs années en arrière pour retrouver une telle mobilisation. Cette forte expression de « ras-le bol » doit être entendue et écoutée.

Malgré le malaise patent, la présentation du projet CTR emplois, au lendemain de cette mobilisation, ne constitue qu'une provocation supplémentaire avec 1630 suppressions d'emplois soit – 37 600 depuis 2002. **A la DDFIP, 35 postes supprimés envisagés pour le 1^{er} septembre 2017, soit près de 600 depuis 2002.**

Pas étonnant que les agents souffrent..., à l'image des agents du SIP de MELUN. Ils se sont fortement mobilisés les 14 et 15 novembre. Résultat : ils ont contraint l'administration à fermer l'accueil au public pendant 2 jours, non pas pour prendre les usagers en otage mais pour au contraire, mieux les servir tout en exerçant dans des conditions de travail acceptables.

D'autres services et d'autres sites sont également en souffrance par manque de moyens. Nous pourrions en citer de nombreux, mais nous nous limiterons à quelques uns : Pole Recouvrement spécialisé, La trésorerie amende, Magny le Hongre, le SPL de Coulommiers, MORET, Etc. D'ailleurs s'agissant de ce dernier, rien ne va plus et nous vous avons prévenu dès juillet. Des charges en plus, des moyens en moins, une équation que les agents ne peuvent éponger.

Solidaires Finances Publiques revendique des mesures d'urgence visant à renforcer la DGFIP, et ce sans délai :

- Stopper les suppressions d'emplois et établir un plan pluriannuel de recrutement pour renforcer la DGFIP.

- Décider un moratoire sur les restructurations et engager une réflexion sur l'accès au service public, son implantation et sa couverture territoriale.

- La reconnaissance et les droits des agents doivent enfin être de véritables priorités. Il en va notamment des règles de gestion. Solidaires Finances Publiques s'opposera à toute tentative de déréglementation et de régression en la matière.

- De la même manière, la perte de pouvoir d'achat est inacceptable. De ce point de vue, un plan de promotions internes ambitieux, une revalorisation des régimes indemnitaires et des remboursements de frais sont des mesures légitimes et nécessaires. Solidaires Finances Publiques rappelle son opposition à toute modulation individuelle de la rémunération

Et à la DDFIP, ça ne va pas mieux, amplifié par des relations de plus en plus difficiles. Un dialogue social inexistant et des comportements inadmissibles.

A titre d'illustration, Solidaires Finances Publiques 77 a adressé un courrier au DDFIP le 20 octobre 2016 pour le respect de la doctrine d'emplois des EDR. Pas de réponse **écrite** à ce jour, du vrai dialogue social ! Sans parler de déconsidération vis-à-vis de ces personnels, lorsqu'on sait que certains EDR auront fait une année sur un même site (comme par hasard, résidence administrative de l'EDR), palliant aux suppressions d'emplois alors qu'ils sont sensé pallier aux absences ponctuelles.

Nous profitons de cette réunion, pour vous rapporter l'inquiétude des collègues sur l'avenir, l'avenir des services (et des missions), l'avenir des sites (petits ou gros), l'avenir des RAN... les agents ont besoin de visibilité, alors monsieur le président, est-il possible pour la DDFIP de rassurer les agents, à défaut, de les informer et non pas les mépriser en refusant de leur dire ce qu'ils vont devenir. Avez-vous des informations à nous communiquer sur ces différents sujets d'inquiétude ?

S'agissant du sujet de cette CAP :

Solidaires Finances Publiques rappelle qu'elle condamne les réorganisations des services et les suppressions de Trésoreries, à l'origine de la convocation de cette CAPL.

Solidaires Finances Publiques souligne que la mutation doit être choisie par les agents et non contrainte par les déstructurations de services décidées par la direction locale.

Solidaires Finances Publiques réitère que toute réorganisation ayant des conséquences sur l'affectation des agents soit effective au 1^{er} septembre et que les agents en soient informés suffisamment tôt pour participer au mouvement général de mutation. Il est en effet anormal que des agents se trouvent dans la position inconfortable de « détachés » pendant 8 mois, sans avoir la possibilité non plus de reconsidérer leur carrière à l'occasion de cette réorganisation.

Par ailleurs, nous vous rappelons que nous souhaitons disposer à chaque réunion de l'ensemble des détachés, des ALD et des agents exerçant en travail à distance, et pas seulement ceux

liés au mouvement. Par exemple, la « bande » dit que 4 agents du SPL de Nemours (3C, 1B) travailleraient à distance pour le SPL de Fontainebleau au 01/01/2017. A ce jour, les représentants des personnels n'auraient donc qu'une vision très partielle des affectations administratives.

Concernant les documents préparatoires, nous avons rencontré quelques difficultés à les comprendre. A l'avenir, nous souhaitons avoir connaissance de leur affectation locale exacte, à ce jour, (titulaire, détaché, ALD, surnombre) du point de vue géographique du point de vue de la filière.

Une fois ces documents compris, et uniquement dans le cadre de ces réorganisations, nous constatons amèrement de nombreuses vacances de postes. Même si nous intégrons les agents détachés, les vacances s'élèvent à 12 postes pour les B et 14 postes pour les C. La palme revenant au SPL de LAGNY avec au total (B et C) – 16 postes.

Enfin, nous vous rappelons que « s'il n'est pas obligatoire de rapporter l'intégralité des débats, le procès-verbal doit cependant être suffisamment précis pour permettre d'appréhender la réalité des échanges. » (*extrait du guide des CAP*). Nous y veillerons.

Nous terminons par remercier les collègues du service RH pour leur disponibilité.